



Africa 2009 NewsLetter

african
cultural
heritage
organisations



éditorial

Le programme AFRICA 2009, partenariat entre les organisations du patrimoine culturel africain, le Centre du Patrimoine Mondial de l'UNESCO, l'ICCROM, et CRATerre-EAG, est parvenu à la fin de sa phase pilote en décembre 2001. L'objectif à long terme du programme est d'augmenter les compétences nationales de gestion et de conservation du patrimoine culturel immobilier en Afrique subsaharienne. Progressivement, des actions ont été mises en place à la fois au niveau régional et de sites particuliers, sous forme de collaborations entre l'équipe du programme et les professionnels africains.

Pendant la phase pilote (1998-2001), le programme a atteint plusieurs objectifs : la formation de 61 professionnels dans le cadre de ses cours régionaux, l'organisation de 3 séminaires de directeurs et de 2 séminaires thématiques qui ont réuni plus de 80 personnes, des recherches sur les méthodes de conservation traditionnelle, sur la documentation de l'art pariétal et sur la maçonnerie en pierre sèche, et la mise en place de projets sur 7 sites différents de la région. Le programme a également été actif dans le renforcement du réseau des professionnels africains grâce à son site Internet, sa base de données et d'autres moyens de communication.

En 2001, une évaluation des activités du programme a été réalisée par une équipe indépendante. Cette évaluation avait été commandée par le Comité de pilotage d'Africa 2009 dans l'intention de mesurer les progrès accomplis au...



éditorial (suite)

... cours de la phase pilote et d'indiquer des orientations futures. Les résultats globaux du programme ont été estimés plus que satisfaisants, et l'équipe d'évaluation a préconisé la poursuite du programme ainsi que l'extension de ses activités en accord avec une série de recommandations.

Le séminaire d'évaluation des directeurs, organisé en septembre 2001 à Mombasa au Kenya, fut l'occasion pour nous d'examiner le rapport de cette équipe d'évaluation. Mes collègues et moi-même avons exprimé notre adhésion à la fois au rapport d'évaluation et au programme dans son intégralité, et nous avons travaillé ensemble pour explorer plus en avant certains des problèmes soulevés. Toutes ces activités ont débouché sur l'élaboration d'une ébauche de programme pour la prochaine phase (2002-2005).

Je suis heureuse d'annoncer qu'en se basant sur le rapport d'évaluation et sur la réaction positive de notre séminaire des directeurs, les partenaires financiers d'Africa 2009 ont indiqué qu'ils maintiendraient leur soutien pour la prochaine phase du programme. Pendant cette phase de consolidation, plusieurs nouvelles activités seront lancées : organisation de groupes de travail sur des sujets spécifiques, renforcement de la participation de professionnels africains aux activités en tant que spécialistes, échanges transfrontaliers, organisation de séminaires nationaux, et enfin, des cours techniques intensifs qui commenceront en 2003. Une évaluation de l'impact du programme et des nouveaux besoins sera également effectuée. Elle sera suivie d'un «séminaire de conception» destiné à finaliser le programme général de cette nouvelle phase.

En conclusion, je peux affirmer qu'il est d'ores et déjà reconnu que le programme Africa 2009 a permis de faire des progrès significatifs, avec en particulier, le développement d'idées, d'approches et de méthodologies, et la création de plates-formes d'échanges. Ceci a déjà amélioré l'aptitude de ceux qui ont participé aux activités d'Africa 2009 à créer des plans de gestion et à sensibiliser les communautés, les institutions et les organisations à la nécessité d'une large participation aux procédures de planification et de gestion. Les idées, le savoir, et les compétences acquises se sont révélés utiles sur le terrain, à la fois dans le cadre des *Projets Situés* organisés par le programme, mais aussi dans le contexte d'autres projets réalisés par les membres du réseau d'Africa 2009. De ce fait, nous avons décidé de leur offrir un large espace dans cette lettre d'information pour qu'ils puissent présenter leurs projets.

Au nom des membres du Comité de pilotage et de tous mes collègues en Afrique, j'aimerais remercier tous les partenaires financiers et opérationnels, les institutions et les individus qui ont donné leur temps et leur expertise durant les 4 années passées. Nous espérons fortement que le programme continuera à évoluer, et aura un impact croissant sur la conservation du patrimoine culturel immobilier d'Afrique, un patrimoine d'une importance universelle !

Justine Mintsá mi-Eya
DIRECTRICE GÉNÉRALE DE LA CULTURE, GABON
VICE-PRÉSIDENTE DU COMITÉ DE PILOTAGE D'AFRICA 2009

3^{ème} Cours Régional

Projet Cadre

Le troisième Cours Régional sur la Conservation et la Gestion du Patrimoine Culturel Immobilier en Afrique subsaharienne s'est déroulé à Mombasa au Kenya du 9 juillet au 28 septembre 2001. Le cours était organisé en partenariat avec le Programme pour le Développement des Musées en Afrique (PMDA) et les Musées Nationaux du Kenya (NMK). Le corps principal du cours a consisté en l'élaboration de plans de gestion pour deux sites de la vieille ville de Mombasa, «Fort Jesus» et «Leven house and steps». En plus de cet exercice pratique, le cours a également couvert divers sujets qui visent à promouvoir une meilleure conservation du patrimoine culturel immobilier.

Le cours a eu lieu dans les locaux du PMDA à Mombasa, et fut suivi par 22 participants issus de 18 pays. La langue de travail était l'anglais. Le cours a été inauguré officiellement le 20 juillet par M. Francis Nyenze, Ministre des Sports et du Patrimoine. Pour respecter les objectifs d'Africa 2009, un effort fut accompli pour

impliquer plus de professionnels africains dans l'équipe enseignante. Ainsi, 14 enseignants sur 19 provenaient de la région. Par ailleurs, 6 participants du cours régional de 1999 furent également invités en tant qu'assistants.

L'évaluation par les participants a montré que le cours fut très apprécié, en particulier les parties sur le tourisme et les paysages culturels. Une évaluation séparée menée par les personnes ressources indique qu'ils étaient très satisfaits du niveau de compréhension et du degré d'engagement des participants.

Le cours a eu un impact positif dans plusieurs domaines :

- Les participants sont retournés dans leurs pays respectifs munis de nouvelles compétences qui les aideront sûrement à mieux conserver leur patrimoine culturel immobilier.
- Des ébauches de plans de gestion furent développées pour «Fort Jesus» et «Leven house and steps». Elles seront

utiles pour l'élaboration des véritables plans que NMK se propose d'établir dans les années à venir. «Leven house and steps» pourrait devenir un *Projet Situé* d'AFRICA 2009.

- AFRICA 2009 a pu développer et renforcer son partenariat avec le PMDA, institution régionale importante pour la formation dans le domaine de la conservation du patrimoine culturel pour l'Afrique anglophone.
- Les équipements et le matériel didactique ont été laissés à NMK et PMDA. Ceux-ci comprennent une photocopieuse, des panneaux d'affichage, une imprimante, ainsi que des livres et des articles relatifs au patrimoine culturel immobilier.

Le programme AFRICA 2009 voudrait remercier le Gouvernement du Kenya pour avoir fourni, par l'intermédiaire du NMK, les conditions nécessaires au succès du cours. Le programme aimerait également remercier le PMDA pour son action en tant qu'hôte et partenaire du cours.

Le Séminaire des Directeurs d'AFRICA 2009, organisé en partenariat avec le NMK et le PMDA, s'est déroulé du 24 au 28 septembre 2001 à Mombasa, au Kenya. Comme lors des années précédentes, il a été programmé pour coïncider avec la dernière semaine du Cours Régional.

Cette année, le séminaire avait pour thème : Africa 2009 en 2001 : bilan et orientations futures. Correspondant à la fin de la phase pilote, ce séminaire a donc permis aux Directeurs du patrimoine culturel immobilier de la région d'évaluer le travail effectué entre 1998 et 2001 et de donner des directives pour la prochaine phase d'application.

Contrairement aux années passées, le séminaire s'est déroulé à la fois en anglais et en français afin que les directeurs provenant de toute la région puissent participer. Au total, 27 directeurs ont assisté au séminaire, ainsi que 18 représentants d'organisations partenaires du programme. A la demande du Comité de Pilotage,

une évaluation indépendante, réalisée par une équipe composée d'un Norvégien, une Suédoise et un Ougandais, a servi de base pour les débats. Le travail de cette équipe d'évaluation avait débuté en juillet 2001 par un examen de tous les documents produits par le programme pendant sa phase pilote. L'équipe a ensuite effectué une mission au siège de l'ICCROM, à Rome, pour débattre avec le secrétariat du programme. Le tout fut complété par des entretiens téléphoniques avec un certain nombre de professionnels africains ayant participé aux activités du programme.

L'ébauche de rapport final a été présentée aux directeurs par le responsable de l'équipe d'évaluation au cours d'une des sessions de travail du séminaire. Il s'en suivit une discussion animée sur plusieurs questions soulevées par le rapport. Après discussion, les directeurs ont validé les conclusions du rapport et se sont divisés en plusieurs groupes de travail pour en affiner certaines. Un groupe a travaillé sur une première ébauche de «cadre logique», en reformulant les objectifs et résultats du programme sous une forme qu'il serait facile d'évaluer. Les

autres groupes ont traité les questions de la sélection des participants et de la durabilité du programme.

A la suite du débat sur l'évaluation, la proposition de programme développée par le Comité de coordination d'Africa 2009 pour 2002-2005 a été présentée. Cette proposition a été validée par les directeurs. Le programme final prendra en compte les conclusions de l'évaluation, ainsi que leurs remarques et suggestions.

Comme par le passé, le séminaire a aussi permis aux participants du Cours régional de présenter le travail exécuté au cours des trois mois précédents et plus particulièrement les ébauches de plans de gestion pour «Fort Jesus» et «Leven house and steps».

Le séminaire a été clôturé par la remise des certificats de participation au cours, ainsi que par une soirée organisée à Jumba la Mtwana, site archéologique situé près de Mombasa. Le programme aimerait remercier NMK et PMDA pour leur contribution importante pour le bon déroulement de ce séminaire.

Africa 2009 Comité de Pilotage

Le Comité de coordination d'AFRICA 2009 a été instauré en 1998 pour orienter les lignes de conduite et les activités du programme. Le comité se compose de 4 professionnels du patrimoine africain (deux anglophones et deux francophones) et d'un membre de chacun des 3 partenaires institutionnels. Conformément aux recommandations de l'équipe d'évaluation indépendante, le comité a été renommé «comité de pilotage» afin de mieux refléter son rôle au sein du programme.

Pendant le séminaire des directeurs qui s'est déroulé à Mombasa (Kenya) en septembre 2001, deux nouveaux membres anglophones devaient être désignés. Le Docteur George Abungu fut réélu au comité pour un mandat de deux ans, et le Docteur Elizabeth Gomani fut également sélectionné. Le docteur Abungu fut alors choisi pour poursuivre sa fonction

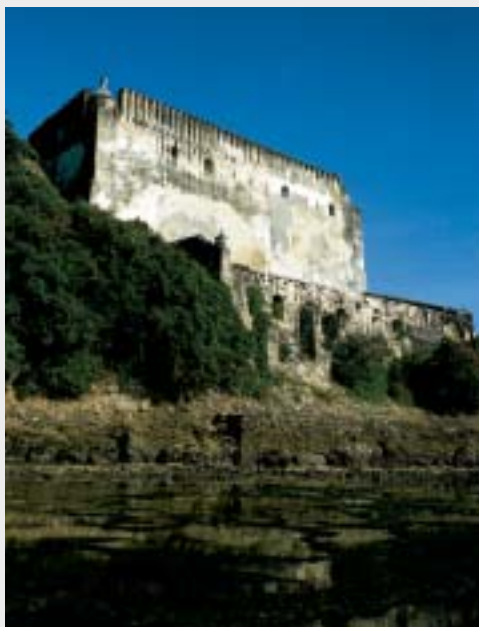
de président du comité jusqu'à la fin de 2002, et Mme Justine Mintsa mi-Eya fut désignée vice-présidente.

Cette année, un autre changement important a eu lieu : Mme Galia Saouma-Forero, qui a représenté le Centre du Patrimoine Mondial pendant trois ans, a été promue à d'autres responsabilités au sein de l'UNESCO. Mme Saouma-Forero fut une des personnes qui jouèrent un rôle essentiel pour la conception, le lancement et la mise en place d'AFRICA 2009, et le programme lui fait part de sa profonde reconnaissance.

Nous témoignons également notre gratitude au Docteur I.N. Debrah, de la Direction des Musées et Monuments du Ghana, qui fut membre du comité pendant 3 ans, ainsi qu'à Giovanni Fontana Antonelli, qui fut le représentant du Centre du Patrimoine Mondial pendant 6 mois.

Membres du Comité de Pilotage d'AFRICA 2009 en 2002 :

- **George Abungu** - Musées Nationaux du Kenya (Président)
- **Justine Mintsa mi-Eya** - Direction Générale de la Culture, Gabon (Vice-Présidente)
- **Elisabeth Gomani** - Département des Antiquités, Malawi
- **Neino Chaibou** - Direction du Patrimoine et des Musées, Niger
- **Joseph King** - ICCROM
- **Thierry Joffroy** - CRATerre-EAG
- (Représentant à désigner) - Centre du Patrimoine Mondial de l'UNESCO



Séminaire thématique

Ségou 2002



Le deuxième séminaire thématique AFRICA 2009, intitulé «Quel(s) argumentaire(s) pour sensibiliser à la conservation du patrimoine culturel immobilier africain?», s'est déroulé à Ségou (Mali), du 5 au 10 novembre 2002. Ce séminaire, le premier en langue française, a été organisé en partenariat avec le Ministère de la Culture du Mali/Direction Nationale des Arts et de la Culture. Au total, 20 participants issus de 18 pays ont activement participé aux travaux.

Le séminaire a été ouvert par le Secrétaire Général du Ministère de la Culture, M. Al Hady Koita. Les deux premiers jours furent consacrés aux présentations individuelles des participants sur les arguments qu'ils avaient déjà utilisés dans leur activité pro-

fessionnelle. Suite à ces présentations, des séances de travail en plénière et des groupes de travail ont été organisés de façon à commencer à définir une liste d'arguments pouvant être utilisés pour défendre la cause de la conservation du Patrimoine Immobilier en Afrique. Ces arguments peuvent être regroupés en 5 grandes catégories.

1. Le patrimoine immobilier fait partie intégrale du cadre de vie

Le patrimoine culturel immobilier de l'Afrique reste mal connu et peu reconnu. Pourtant, ce patrimoine reste un cadre de vie indispensable à l'épanouissement de nombreuses communautés. De plus, dans bien des cas, les sites montrent avec quelle sensibilité les peuples d'Afrique ont su vivre en symbiose avec «mère nature», et pour cela, établir des systèmes d'organisation dont il serait certainement bon de s'inspirer pour assurer la gestion durable des ressources, l'équité sociale et la qualité de vie.

2. Education et recherche

L'éducation et la recherche sont les pierres angulaires de tout bon développement. La recherche sur les sites du patrimoine permettent d'approfondir les connaissances sur l'histoire et par la suite d'enseigner (à divers niveaux) une vraie histoire de l'Afrique, et de la faire connaître, ce qui permet aussi de mieux faire connaître et reconnaître ce patrimoine. La recherche peut aussi permettre de proposer des améliorations des techniques traditionnelles de construction, mais aussi de constituer des sources d'inspiration pour la création artistique.

3. L'équilibre social

Le patrimoine culturel est un facteur très important pour la cohésion sociale de nombreuses sociétés africaines. Outre l'intérêt d'une continuité de ces aspects, la conservation et la mise en valeur du patrimoine sont essentiels pour que les peuples puissent bien se connaître, se respecter, se comprendre et donc mieux vivre ensemble, dans la paix.

Le développement de l'artisanat et la réutilisation de bâtiments sont de possibles nouvelles sources de revenus qui valorisent les ressources et les savoir-faire locaux, et favorisent donc l'emploi. Il a aussi été constaté que la présence de patrimoine bâti reconnu attire les investisseurs et opérateurs divers, en quête de lieux agréables pour s'implanter, ce qui favorise le développement économique.



4. Conservation de l'écosystème

Le patrimoine immobilier africain comprends des mares, rivières, forêts et collines sacrés qui outre une vocation primaire souvent d'ordre religieuse, ont un rôle très important dans la conservation de la biodiversité et sont donc des exemples intéressants du respect de la nature par les hommes qu'il est important de conserver et de promouvoir.

5. Le développement économique

Les populations africaines utilisent leur patrimoine immobilier (au sens large) et en bénéficient dans et pour leurs activités quotidiennes traditionnelles. Mais le patrimoine immobilier peut aussi être une source de revenus complémentaires, à la fois au niveau local et national. En effet, le tourisme, le dévelop-

Le dernier jour du séminaire fut consacré à l'élaboration de recommandations concernant la poursuite du travail sur cette première ébauche d'argumentaire. Les participants ont souhaité que ce travail soit poursuivi et finalisé, puis diffusé largement à l'aide de supports variés.

Le séminaire a été clôturé par le Ministre de la Culture, M.Pascal Baba Coulibaly. Une visite a ensuite été organisée à Djénné, un des trois sites du Patrimoine Mondial du Mali. Le contexte positif dans lequel s'inscrivent les activités de protection du patrimoine malien a largement favorisé l'émergence de discussions constructives. Encore un grand merci à tous nos collègues maliens qui ont contribué à son organisation !



Photo : Peeyush Sekhsaria

La Gambie

La genèse d'un réseau : une nouvelle proposition d'inscription au Patrimoine mondial achevée grâce à l'assistance d'Africa 2009

La Gambie a soumis en janvier 2002 un dossier de proposition d'inscription au Patrimoine Mondial pour «James Island et ses sites associés» préparé en collaboration avec Africa 2009. La proposition est en cours d'examen et, si elle est acceptée, sera la première inscription d'un site de la Gambie sur cette liste.

Le dépôt de ce dossier est le point culminant d'une longue procédure démarrée en 1994. A cette époque, la Gambie avait soumis des propositions d'inscription pour deux biens, «James Island» et les «Cercles de pierres levées», mais celles-ci furent toutes deux reportées par manque d'études comparatives et de plans de gestion. Un déficit de compétences pour gérer et conserver les deux sites fut également constaté.

Suite à cela, le Centre du Patrimoine Mondial désigna CRATerre-EAG pour travailler avec la Gambie sur le site de «James Island et ses sites associés». La première mission, en mai 1996, déboucha sur un programme de formation à multiples facettes, destiné à renforcer les compétences techniques du Département des Monuments et des Musées (MMD).

Le programme de formation in situ eut lieu en décembre 1997. Cinquante-quatre participants, incluant du personnel du département, des techniciens et des artisans locaux, reçurent une formation à la fois pratique et théorique. Outre des résultats concrets et visibles sur le site, cette formation permit surtout de développer des compétences qui permettront de reproduire le même type de travail dans d'autres sites du pays.

L'année suivante, un financement fut accordé par le World Monuments Watch. Outre la poursuite du travail de conservation, des cartes postales et une brochure furent produits, et leur vente génère des profits utilisés pour l'entretien régulier du site.

Avec l'instauration d'AFRICA 2009, la conservation de James Island fut adoptée comme *Projet Situé*, et la tâche fut étendue à la préparation d'un nouveau dossier de proposition d'inscription au Patrimoine Mondial, et d'un plan de gestion. Le Fonds du Patrimoine Mondial accorda à cette intention une «Assistance Préparatoire», comprenant la mise à disposition de l'expertise de CRATerre-EAG et de l'ICCROM. La préparation du dossier et du plan de gestion fut une expérience supplémentaire précieuse pour Le Département, et plus particulièrement pour son responsable qui put aussi bénéficier du premier cours régional d'Africa 2009 organisé à Mombasa en 1999.

L'approche participative mise en place pour développer le plan de gestion fut très bénéfique pour le ministère. Plusieurs réunions des parties intéressées furent organisées, ce qui permit aux communautés d'exprimer leur point de vue à propos de la gestion des sites. Aujourd'hui, les membres de la communauté sont aussi conscients des problèmes de conservation que l'équipe du ministère, si bien qu'eux aussi prennent des initiatives positives.

La relation entre le Département des Monuments et des Musées et Africa 2009 a continué à grandir, attirant l'attention sur des aspects du patrimoine immobilier négligés jusqu'ici, comme les usages traditionnels de conservation de certains sites sacrés. L'un d'eux, Katchically, fut l'objet d'un article dans une publication d'AFRICA 2009 sur les «pratiques traditionnelles de conservation en Afrique».

Le travail entrepris sur James Island et ses sites associés dans le cadre du programme Africa 2009 illustre bien les avantages d'une approche coopérative et participative aussi bien au niveau local qu'international. La communauté locale montre un intérêt accru pour son patrimoine, le Département des Monuments et Musées a augmenté sa capacité à gérer et à protéger les divers types de patrimoine culturel immobilier en Gambie, et Africa 2009 a acquis une expérience inestimable, susceptible de profiter à d'autres sites de la région.

Baba Ceessay

PRINCIPAL CULTURAL OFFICER
NATIONAL COUNCIL FOR ARTS AND CULTURE



Projets Situés



LA CONSERVATION DES MOSQUÉES DE TOMBOUCTOU



Les Mosquées de Djingarey-Ber, de Sankoré et de Sidi Yahia furent les noyaux des quartiers universitaires de Tombouctou. Ces témoins toujours vivants de l'histoire ont été réalisés avec des matériaux fragiles (terre, pierre calcaire, palmier doum), et ceux-ci n'ont pu traverser les temps que grâce à une conception architecturale adaptée, mais aussi à l'effort conjugué des nantis et des maçons qui, de tous temps, ont contribué à leur entretien régulier.

Ces trois mosquées sont inscrites sur la liste du Patrimoine Mondial en péril depuis 1989, et c'est dans ce cadre qu'en janvier 1994, le Ministère de la Culture du Mali a mis en place la Mission Culturelle de Tombouctou pour assurer, en collaboration avec les chefs religieux et les corporations de maçons, la préservation et la mise en valeur de la cité historique.

Suite au suivi du cours «PAT 94» (dans le cadre du Projet Gaia, organisé par l'ICCROM et CRATerre-EAG) par le Chef de la Mission à CRATerre-

EAG, le Centre du Patrimoine Mondial engagea la Mission Culturelle à réaliser une étude intitulée «Travaux d'entretien et de réparation des mosquées de Tombouctou». Au vu des résultats, une mission d'expert fut organisée pour :

- analyser l'état des mosquées,
- étudier les conditions de leur conservation,
- préparer un programme de formation,
- établir un plan d'intervention détaillé.

Avec le soutien du Fonds du Patrimoine Mondial, la Mission Culturelle a poursuivi sa collaboration avec le projet Gaia en organisant des «Chantiers pilotes de restauration des mosquées de Tombouctou» avec pour objectifs de :

- restaurer les mosquées de Tombouctou,
- réhabiliter le savoir-faire traditionnel des maçons,
- soutenir la tradition d'entretien des mosquées,
- impliquer les responsables traditionnels.

En prélude aux chantiers, un séminaire de formation fut organisé en liaison avec les autorités régionales et

municipales, les services techniques, les Imams et les maçons. Trois thèmes principaux furent retenus :

- l'importance de la prévention,
- la définition des priorités en fonction des risques,
- le respect de la pratique traditionnelle.

Les chantiers, d'une durée de douze jours et totalisant plus de mille journées de travail, permirent d'atteindre des résultats probants :

- une maîtrise renforcée des méthodes de conservation,
- l'éradication des menaces principales,
- la restauration de la façade Ouest de Djingarey-Ber, et la révélation du mur Ouest de Sankoré, ensablé sur plus de un mètre cinquante.
- la mise au point de nouveaux détails techniques : lanterneaux améliorant l'éclairage et l'aération; renforcement des sous gargouilles par des films plastiques pour éviter l'infiltration d'eau,...
- l'amélioration du drainage superficiel aux abords des mosquées,
- l'adhésion de la population et la valorisation de la dimension culturelle de la corporation des maçons (offrandes et dîner rituels).





Mais si tous les risques identifiés ont donc été supprimés, à l'inverse, le plan d'intervention ne prévoyait aucune action sur les minarets et sur les façades des mosquées car ces parties sont toujours prises en charge lors des journées traditionnelles d'entretien réalisées annuellement par la communauté.

Pour consolider le processus de conservation préventive entamé lors des Chantiers Pilotes, la Mission Culturelle a décidé d'appuyer de façon régulière ces travaux d'entretien. Ceci a permis de réaliser d'autres travaux complémentaires :

- la restauration des murs Nord de la mosquée de Sankoré en respectant les formes originales des arcades ;
- le crépissage des murs de Djingarey-Ber, le ré-aménagement du système de drainage de la cour et le remplacement de poutres et de gargouilles.

La Mission Culturelle a également entrepris des actions de sensibilisation et de promotion :

- détermination d'un circuit touristique,
- implantation de panneaux délimitant ce circuit,
- distribution d'un dépliant sur la Mission Culturelle,
- confection d'un dépliant (français et anglais) sur les sites de Tombouctou,
- animation d'émissions à la radio et à la T.V. nationale sur la Mission Culturelle et la Convention de 1972,
- publication d'articles sur l'architecture et les sites de Tombouctou.

Suite à la mise en place du programme Africa 2009, la conservation des Mosquées de Tombouctou est devenue un de ses *Projets Situés*. Ceci a permis de pour-



suivre la mise en place de partenariats:

- d'une part, entre la Mission Culturelle et Africa 2009, avec de nombreux échanges réalisés au cours de réunions



et séminaires, la formation d'un agent au cours organisé au Bénin en 2000, et la publication d'articles sur les pratiques traditionnelles d'entretien des Mosquées,

- et d'autre part entre la Mission Culturelle et les responsables traditionnels de la gestion des sites.

Ainsi s'est établi un espace de dialogue et de partenariats dynamiques à différents niveaux. L'animation et l'entretien des sites sont entrepris concomitamment par tous les acteurs de la cité. Des efforts de promotion et de mise en valeur sont entrepris, avec notamment la valorisation de toutes les traditions locales. Ce dialogue a aussi permis de redéfinir les rôles et responsabilités entre les nombreux acteurs intervenant sur les sites.

C'est ainsi que les comités de gestion individuels sont de nos jours structurés au sein d'une Association locale, Yerkoy Hou Yer Koy Bania, composée des Imams et de Maçons. En plus des travaux saisonniers qu'elle organise, elle a réalisé des travaux dans le cadre du «Plan de Revitalisation et de Sauvegarde de Tombouctou» en collaboration avec la Mission culturelle et la Mairie.

En plus de ces interventions, le volet culturel du «Projet de Développement Urbain



et de Décentralisation» envisage une série d'actions centrées autour de :

- la sauvegarde du tissu ancien de Tombouctou,
- la valorisation des Mosquées, des places historiques, des maisons d'érudits et d'explorateurs,
- la réhabilitation des cimetières et des mausolées,
- l'aménagement des circuits et des bases touristiques,

L'état d'avancement de ce volet culturel laisse entrevoir la réalisation de trois études fondamentales pour le futur de la cité, à savoir :

- les levés topographiques de la ville,
- le plan global d'Assainissement,
- le Plan de Revitalisation et de Sauvegarde de Tombouctou.

Ali Ould Sidi

CHEF DE LA MISSION CULTURELLE,
MEMBRE DU COMITÉ DE COORDINATION D'AFRICA 2009
(1998-2000)



Nouvelles du réseau



De grandes étapes ont été franchies dans la conservation du patrimoine culturel en Ouganda, en particulier grâce aux activités menées par Remigious Kigongo, participant au Cours Régional d'Africa 2009 en 1999. Un dossier de proposition d'inscription à la Liste du Patrimoine Mondial a été préparé pour les tombes des rois du Bouganda à Kasubi, dans le cadre d'un projet situé d'Africa 2009. Il a débouché sur l'inscription du site au Patrimoine Mondial lors de la 25^e session de son Comité organisé à Helsinki le 14 décembre 2001. C'est le premier site du patrimoine national inscrit sur cette liste et c'est un grand honneur pour le royaume du Bouganda ainsi que pour tous les Ougandais. Cette reconnaissance internationale a été accordée car le site est

Conservation du patrimoine et tourisme équitable en Ouganda : des progrès spectaculaires

un exemple extraordinaire d'architecture traditionnelle Ganda, un important site touristique, mais aussi parce que ces tombes étaient, et sont toujours un lieu culturel et spirituel vivant. La restauration du site est poursuivie par le nouvellement constitué «Comité du site des Tombes du Bouganda».

Une autre action intéressante pour le pays est le lancement du Circuit du Kabaka (roi du Bouganda), qui offre à la fois une expérience inoubliable pour les visiteurs, la renaissance et la conservation d'un patrimoine culturel, et propose une amélioration de la qualité de vie des communautés. Ce circuit qui relie six sites patrimoniaux près de Kampala, fut inauguré le 23 novembre 2001 par Ssabasa-jja Kabaka, Ronald Muwenda Mutebi II, et le Ministre du Tourisme, le Professeur Edward Rugumayo. Le Kabaka a exprimé le sentiment que : «Grâce à ce sentier culturel, les Ougandais se comprendront mieux et se respecteront plus les uns et

les autres, et le monde nous comprendra et nous respectera plus lui aussi.»

Un point crucial fut la formation des associations de tourisme communautaire à la construction traditionnelle Kiganda et aux méthodes de conservation. Ainsi, deux «maisons culturelles» furent construites à Naggalabi Coronation Hill et sur le site de Wamala. Le circuit a été mis en place par le «Heritage Trails Project», réalisé en partenariat avec les communautés gardiennes du site, la Fondation Kabaka, l'Association du Tourisme Communautaire en Ouganda (UCOTA) et l'ACT, organisation caritative britannique. Pour plus de renseignements, visitez le site www.culturalheritagetrails.com ou écrivez à <heritage@africaonline.co.ug> ou à <m_remigious@yahoo.com>.

Remigious Kigongo

DIRECTEUR DU SITE, COMITÉ DU SITE DES TOMBES DU BOUGANDA

Louise Dixey

«HERITAGE TRAILS PROJECT»

Gestion participative à Great Zimbabwe

Great Zimbabwe est un site qui fut occupé entre les XII^e et XV^e siècles. Aujourd'hui, le monument ne comporte plus que des ruines de maisons en dhaka (terre) et des murs monumentaux en pierre sèche sur une surface de 720 hectares. L'importance du site est telle, qu'après avoir été déclaré monument national en 1937, il a donné son nom au pays en 1980, puis fut inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial en 1986.

Le site appartient aux Musées et Monuments Nationaux du Zimbabwe (NMMZ), mais pas ses abords qui appartiennent aux communautés avoisinantes, aux Parcs Nationaux, aux hôteliers et à l'Eglise réformée.

Ce système de répartition de la terre a affecté la gestion de l'environnement autour du monument. Il y a eu du vandalisme : des arbres coupés, la terre creusée pour prélever des plantes médicinales, des barrières coupées et volées, et l'herbe donnée en pâturage au bétail. En 2001, jusqu'à cinquante têtes de bétail furent présentes sur le site

en même temps. Un gardien fut engagé pour maintenir le bétail à distance, mais cette mesure n'améliora pas la situation.

Inspiré par les pratiques qui furent promues lors du 3^{ème} Cours Régional d'Africa 2009, nous avons organisé une réunion, le 10 octobre 2001, à laquelle deux chefs ainsi que trente responsables et membres de l'équipe de gestion du site ont assisté. Les représentants des communautés ont pu prendre conscience de l'importance du site pour toute la nation, mais aussi pour leurs communautés qui, également, en tirent des bénéfices : postes de travail, vente d'artisanat, ramassage d'herbe et de bois et la participation aux activités traditionnelles du village. Nous leur avons demandé de conseiller l'équipe de gestion sur les moyens de contrôler les problèmes affectant le site.

Après un long débat, les représentants de la communauté ont proposé les solutions suivantes :

Bétail égaré :

Un enclos à bétail sera cons-

truit. Le bétail trouvé dans l'enceinte du monument sera gardé dans l'enclos pendant 24 heures.

- NMMZ sera responsable du bétail dans l'enclos, et les propriétaires devront venir le chercher dans les 24 heures, sinon ce dernier sera remis sous la tutelle de la police.

- Une amende de 50\$ Zim par tête de bétail sera payable à NMMZ lors de la récupération des bêtes. Si le même forfait est commis pour la quatrième fois dans l'année, alors le propriétaire sera conduit devant le tribunal.

Feux de brousse :

- Quiconque est à l'origine de feux dans l'enceinte du monument sera présenté au tribunal.

Sécurité :

- Quiconque désirant quelque chose dans l'enceinte du Grand Zimbabwe doit demander la permission au Directeur Régional de NMMZ.

- Toute personne découverte en train de ramasser du bois, de l'herbe ou du fumier dans l'enceinte du monument sans permission sera présentée au chef du village, puis à la

police ou au tribunal si le chef ne peut pas résoudre le problème.

- La communauté accepte aussi d'aider en signalant au personnel de NMMZ les tentatives de détérioration de la clôture.

Après ces accords, le nombre de têtes de bétail égarées a diminué. En quatre semaines aucune tête de bétail n'a été vue sur le site. De plus, aucun feu ou acte de vandalisme n'a été rapporté au moment où j'écris cet article.

Les membres de la communauté locale ont reçu le pouvoir de décider et ont donné leurs solutions. Ils ont été intégrés dans l'équipe de gestion du site, ce qui leur donne le sentiment d'avoir une responsabilité égale avec l'équipe du Great Zimbabwe dans la conservation et la gestion du site. Ils considèrent maintenant que les problèmes de Great Zimbabwe sont les leurs, et participent à leur résolution.

Onesimo Nehowa

SENIOR SURVEYOR
GREAT ZIMBABWE NATIONAL MONUMENT

Le Na-yiri de Kokologho: reflet de la culture d'une communauté humaine.

*«Si la branche veut fleurir,
Qu'elle honore ses racines !»*

Au Burkina Faso, le pouvoir traditionnel reste un élément essentiel au sein de toutes les communautés. Celui-ci est diversement matérialisé. Un exemple frappant se trouve chez les Mossi. Il s'agit de la représentation symbolique de l'organisation en plan de la cour des fétiches, toujours associée aux palais. Celle-ci, apparemment anodine est en fait la représentation en miniature du territoire sous l'autorité du chef. Chaque village y a son petit domaine, y compris une case où se trouve le fétiche protecteur du village. Ces architectures sont totales. Elle «disent» tout : les conditions du milieu, les déterminations économiques et les rapports sociaux, ainsi que les conceptions fondamentales, en harmonie avec les forces et à l'ordre de l'univers. Chaque année, une grande fête rassemble tous les gens du territoire concerné. En cette occasion, symboliquement, chaque village restaure la partie de la cour des fétiches qui lui est allouée et participe à l'entretien du palais dans un grand élan fédérateur de la communauté.

L'Architecture des palais royaux des Mossi est identique, depuis le XIV^{ème} siècle, période de l'institutionnalisation du politique et de l'administratif du royaume; mais elle connaîtra des modifications à partir du XIX^{ème} siècle, en raison des contacts avec les autres civilisations. Aujourd'hui, le palais de Kokologho est l'un des seuls au Burkina Faso à avoir gardé cette architecture originelle, ses lieux sacrés associés, ainsi que leurs usages et leurs fonctions, même s'il ne se situe qu'à 45km seulement de la capitale.

Le chef de Kokologho, Naaba Kaongo,

personnalité très respectée de sa communauté de 35.000 habitants, est très attaché à la sauvegarde du site. Mais, dans les circonstances socio-économiques actuelles, l'effort communautaire devient de plus en plus difficile à réaliser et le Naaba voudrait mieux protéger et mettre en valeur son palais.



C'est pour palier à cette nouvelle situation qu'une association, ROOTS, vient d'être montée. De plus, des pistes pour trouver des financements sont à l'étude. Un des dossiers de financement propose une synergie avec Africa 2009, avec l'appui de CRATerre-EAG, et un soutien de la Coopération Française.

Le souhait des partenaires est que la conservation du site de Kokologho constitue un conservatoire de procédés de construction, de technologies et de savoir-faire traditionnels. Leur ingéniosité mérite reconnaissance et protection pour assurer la pérennité d'autres sites hérités du passé, fruit d'une tradition séculaire. Mais un des points essentiels réside dans le fait que les pratiques rituelles associées renforcent la cohésion entre les communautés et l'équilibre social, ce qui, en retour est le garant de la bonne conservation du patrimoine.

Abdoulaye Napon

SERVICE DES SITES ET MONUMENTS
DIRECTION DU PATRIMOINE DU BURKINA FASO

Brèves du Réseau

→ Niger

En mars 2002, **Ali Bida**, a été nommé au poste de Directeur du Patrimoine Culturel et des Musées du Niger. Ces nouvelles responsabilités n'empêchent pas Ali d'être très actif dans le travail actuellement réalisé pour la préservation et la nomination au patrimoine mondial de la ville d'Agadez.

→ Côte d'Ivoire

Maimouna Camara est nommée Chef du Service de la Protection et de Valorisation, une composante de la Direction du Patrimoine Culturel. Egalement membre de la coordination du Comité National Ecotourisme, elle a activement participé au séminaire "Ecotourisme, instrument de développement durable et de lutte contre la pauvreté" organisé à Abidjan, du 5 au 7 février. **M. Jean Derou**, Directeur du Patrimoine Culturel a aussi apporté une contribution importante à ce séminaire.

→ Guinée

Sékou Kobani Kourouma est un membre actif du Comité Interministériel Guinéen pour la Stratégie de Réduction de la Pauvreté. Il a contribué à ce que ce nouveau plan de développement prenne en compte les activités de valorisation du patrimoine culturel immobilier. Par ailleurs, dans le cadre des activités d'ICOMOS Guinée, il poursuit ses activités de recherche sur la Case d'Olivier de Sanderval (Musée national) et sur les architectures traditionnelles au Foutah Djallon et en pays mandingue.

→ Ouganda

Un atelier sous-régional intitulé «Workshop on Capacity Building and Institutional Development in East Africa» a été organisé à Kampala du 11 au 22 février pour poursuivre les efforts de sensibilisation à la Convention de 1972. Cet atelier a été réalisé avec le soutien du Gouvernement Italien et du Centre du Patrimoine Mondial.

→ Nigéria

Joseph Eboeime a participé à un atelier de travail pour la re-formulation de la politique de la «National Commission for Museums and Monuments», Nigeria. Son apport a été principalement dans le domaine du Patrimoine Culturel Immobilier. Il a présenté les pratiques et problèmes actuels afin que de nouvelles propositions puissent être élaborées.

→ Namibie

Un atelier de travail sur la mise en œuvre de la Convention de 1972 a été organisé en Namibie du 10 au 20 septembre 2001, avec le soutien du Gouvernement Italien et du Centre du Patrimoine Mondial de l'UNESCO. Ce séminaire avait pour but de former des professionnels du patrimoine originaires des pays suivants: Botswana, Namibie, Malawi, Mozambique, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe. Un premier résultat de ce séminaire est la création en Namibie d'un comité national et d'un comité technique pour élaborer la liste indicative du pays.

→ Botswana

Un atelier de travail a été organisé du 25 février au 11 mars 2002 par le «Botswana National Museum» avec le soutien de l'Ambassade des Etats Unis sur le thème de la conservation et de la gestion du patrimoine, principalement axé sur l'étude de Tsoilo, site du Patrimoine Mondial. De nouvelles propositions pour la gestion du site ont été élaborées en collaboration avec les parties prenantes du site.

→ Mali

Kléssigué Sanogo, participant au 2^{ème} cours régional Africa 2009 vient d'être nommé Directeur National Adjoint du Patrimoine Culturel.



Nouvelles du réseau



Documentation des architectures traditionnelles africaines

Beaucoup de gens rechignent à penser que les constructions traditionnelles d'Afrique méritent plus qu'une attention passagère. Même ceux qui connaissent et respectent les autres aspects de la culture africaine ont parfois du mal à échapper à un ensemble de perceptions faussées, et, paradoxalement, certains auteurs africains tendent à renforcer ce genre de perceptions négatives.

Pourtant, parmi les premiers visiteurs du continent, certains ont vu les choses sous un meilleur angle et leurs récits présentent un grand intérêt historique. Ainsi, Joseph Thompson, qui voyagea dans la savane d'Afrique de l'Est au siècle dernier, décrit «une Arcadie parfaite, pas seulement un paysage fertile et agréable, mais un paysage bien organisé avec des exploi-

En Afrique, comme ailleurs, l'esclavage, les guerres et les famines ont causé beaucoup de souffrances et de difficultés. Mais ces épreuves n'ont pas étouffé les sentiments de dignité et d'acceptation du destin qui s'expriment généralement à travers l'architecture, ni renforcé l'impression d'insécurité. Au contraire, il y a probablement eu plus de sentiments de pérennité chez beaucoup de sociétés africaines que dans l'Europe médiévale, du fait de l'omniprésence de l'ordre social.

Il serait donc faux de penser que la nature éphémère des constructions puisse être l'incarnation d'une société instable et incertaine. Le mode de vie de beaucoup de sociétés africaines ne nécessite pas de maisons pérennes. Au contraire, des pasteurs migrants comme les Fulani et les



«chaque homme est suffisamment architecte pour la tâche. Tout le voisinage apporte son concours pour la construction et n'attend pas en retour aucune autre récompense qu'une fête». Ceci est toujours vrai dans des centaines de sociétés en Afrique.

L'architecture créée était et demeure l'adaptation personnelle d'une solution de groupe. Les maisons érigées par une société donnée ont un style commun, élaboré au cours de plusieurs générations, et sont bien adaptées aux besoins des habitants et aux matériaux de construction disponibles. Si les constructions peuvent nécessiter une restauration ou une reconstruction au bout de quelques années, et si leur concepteur ne peut être nommé, cela ne les rend pas moins valables en tant qu'architecture. Elle est la solution

Il existe indubitablement de nombreuses formes de plan, et il n'est donc pas étonnant que de plus en plus d'architectes se tournent aujourd'hui vers l'architecture vernaculaire pour y puiser leur inspiration, non tant par souhait de reproduire les structures qu'ils découvrent - en effet, l'ordre social, les matériaux et la technologie auxquels ils ont affaire sont assez différents - mais parce qu'il est admis que ces structures ont manifestement satisfait des besoins, bien mieux que nombre de réalisations modernes ne le font.

Il est donc proposé qu'un projet de documentation régionale soit mis en place. Son but serait de documenter soigneusement l'architecture vernaculaire africaine en termes de :

i) plans des bâtiments



tations agricoles séparées par d'immenses arbres. Elles comportent de charmantes huttes circulaires, dont les toits coniques surplombent des murs d'argile modelée en briques rondes, méthodiquement peints avec des points». A propos du Transvaal, Moffat écrit en 1829 : «Les murs étaient... si bien polis qu'ils semblaient avoir été vernis. Les murs et les seuils de porte étaient soigneusement ornés avec architraves et corniches. Les piliers supportant le toit, en forme de pilastres sortant des murs, étaient ciselés avec beaucoup de goût.»



Massaïs, ainsi que des sociétés comme les Bemba en Zambie du Nord qui pratiquent l'agriculture par rotation des terres et donc se déplacent tous les quatre ou cinq ans, pourraient difficilement vivre dans des constructions fixes. Ces dernières seraient plutôt un souci pour eux, et celles-ci se détérioreraient probablement.

Nous proposons donc de prendre en compte l'architecture créée sans architectes, ni mêmes de «constructeurs spécialisés». Comme Quino l'écrivit au dix-huitième siècle



apportée par la société à son problème d'habitat.

Une fréquente source d'erreur à propos de l'architecture vernaculaire en Afrique est la tendance à généraliser. Récemment, un éminent savant d'un autre domaine a dit : «En général, les maisons traditionnelles africaines sont de forme ronde... on peut seulement spéculer sur la signification symbolique des villages qui se ressemblent dans toute l'Afrique tropicale». De telles notions d'une culture matérielle homogène à travers le continent sont fausses.



ii) taxinomie des types de maisons
iii) matériaux traditionnels
iv) techniques de construction
v) motifs décoratifs

A partir de ce qui a été dit, il apparaît aussi clair qu'une bonne étude de l'architecture vernaculaire ne peut être réalisée qu'en adoptant une approche interdisciplinaire.

Simon Musonda

CHIEF CULTURAL HERITAGE OFFICER
NATIONAL HERITAGE CONSERVATION
COMMISSION OF ZAMBIA

Activités en 2002

Projet Cadre



QUATRIÈME COURS RÉGIONAL, du 2 septembre au 22 novembre 2002, EPA, Porto Novo, Bénin

Le cours sera basé sur l'expérience des trois précédents. Il mettra l'accent sur les méthodes participatives et sera structuré autour d'un exercice pratique de planification stratégique sur deux sites du patrimoine de Porto Novo.

SÉMINAIRE DES DIRECTEURS, du 18 au 24 novembre 2002, Porto Novo, Bénin

Organisé en liaison avec le Cours Régional, le séminaire aura pour but de faire le point sur l'avancement du programme, et plus spécifiquement sur les résultats du Cours Régional que ce séminaire viendra clôturer.

SÉMINAIRE THÉMATIQUE RÉGIONAL, du 21 au 25 octobre 2002, Mutare, Zimbabwe

Comme cela a été recommandé au dernier Séminaire des Directeurs à Mombasa, le séminaire sera axé sur les questions juridiques et administratives.

ÉTUDE D'IMPACT ET DE BESOINS

Ce travail sera réalisé pour mettre à jour les informations qui avaient été recueillies lors de l'enquête préparatoire au programme Africa 2009, menée en 1996. Une enquête auprès des participants aux activités du programme sera aussi menée de façon à préciser les premiers impacts concrets du programme.

SÉMINAIRE DE PROGRAMMATION

Ce séminaire rassemblera un groupe de directeurs et les responsables du programme de façon à insérer la programmation d'Africa 2009 dans un Cadre Logique, devant permettre de mieux pouvoir assurer son suivi et son évaluation. La réflexion se fera à partir de l'expérience des directeurs, mais aussi à partir des résultats de l'étude d'impact et de besoins (voir ci-dessus).

RECHERCHE

Un nouveau projet de recherche va être engagé. Il portera sur la catégorisation du patrimoine culturel immobilier africain et visera la production d'un catalogue illustré d'études de cas produites par les membres du réseau Africa 2009.

Projets Situés

LEVEN HOUSE, KENYA

Ce projet s'inscrit en continuité du travail réalisé l'an dernier lors 3^{ème} du Cours Régional. Suivant les recommandations faites, le travail portera sur la stabilisation structurelle du bâtiment et la poursuite du travail participatif pour la programmation de la réutilisation du site.

HABITAT TRADITIONNEL BÉTAMARIBÉ, TOGO

Le projet porte sur la préparation du dossier de nomination au Patrimoine Mondial de ce site majeur du Togo. Le programme prévoit la réalisation d'un plan de gestion devant être réalisé en partenariat avec les communautés locales et les services déconcentrés de l'état.

BÂTIMENTS TRADITIONNELS ASANTE, GHANA

Les activités visant l'amélioration de la gestion et de la promotion du site seront poursuivies. Le développement d'un autre projet dans le nord du pays sera mis à profit pour établir un programme d'échange d'expérience.

AGADEZ, NIGER

Le travail comprendra la mise en œuvre de travaux préventifs sur la grande mosquée et le palais du sultan d'Agadez. Plusieurs études (urbanisme, typologie de l'habitat, cadre juridique) seront aussi réalisées en vue de la future préparation d'un dossier de nomination de la vieille ville au Patrimoine Mondial.

TOMBEAU DES ASKIAS, MALI

La préparation du plan de gestion et du dossier de nomination du site au Patrimoine Mondial démarré en 2001 va être finalisée.

SITES DES PEINTURES RUPESTRES DE KONDOA IRANGI, TANZANIE

Il s'agit là aussi de finaliser le travail démarré en 2001 pour la mise au point du plan de gestion et du dossier de nomination du site au Patrimoine Mondial.

AUTRES PROJETS

D'autres projets sont en cours de montage ou en attente de l'accord de financement. Ils pourraient démarrer vers la fin de l'année ou début 2003.

Patrimoine Mondial

Le Centre du Patrimoine Mondial de l'UNESCO poursuit son programme de «Stratégie Globale» afin de garantir une meilleure représentativité de la Liste du Patrimoine Mondial. L'Afrique reste mal représentée avec seulement 28 sites culturels sur un total de 586 sites inscrits. Les efforts nationaux sont appuyés grâce au programme d'«Assistance préparatoire».

Sites inscrits en 2001

BOTSWANA, TSOILIDO (ART RUPESTRE)

Tsolido possède l'une des plus fortes concentrations de peintures rupestres du monde. Plus de 4500 peintures sont conservées dans une zone de seulement 10 km² située dans le Désert du Kalahari. Les peintures remontent jusqu'à 100 000 ans et, témoins des esprits ancestraux, sont vénérées par les populations locales.



KENYA, VIEILLE VILLE DE LAMU (CITÉE HISTORIQUE)

La ville ancienne de Lamu est la mieux conservée de toute les villes swahilie que l'on trouve sur la côte Est de l'Afrique. Elle est construite en matériaux locaux, principalement les pierres de corail et le bois de palétuvier. Siège de grandes célébrations religieuses depuis le XIX^{ème} siècle, Lamu est devenue un centre important pour l'étude de la culture swahilie.



MADAGASCAR, COLLINE ROYALE D'AMBOHIMANGA (PAYSAGE CULTUREL)

La colline royale d'Ambohimanga se compose d'une cité royale, d'un site funéraire et d'un ensemble de lieux sacrés. Ce site est associé à un fort sentiment d'identité nationale. Il a conservé son caractère sacré et demeure un lieu de culte et de pèlerinage.



OUGANDA, TOMBES DES ROIS BUGANDA À KASUBI

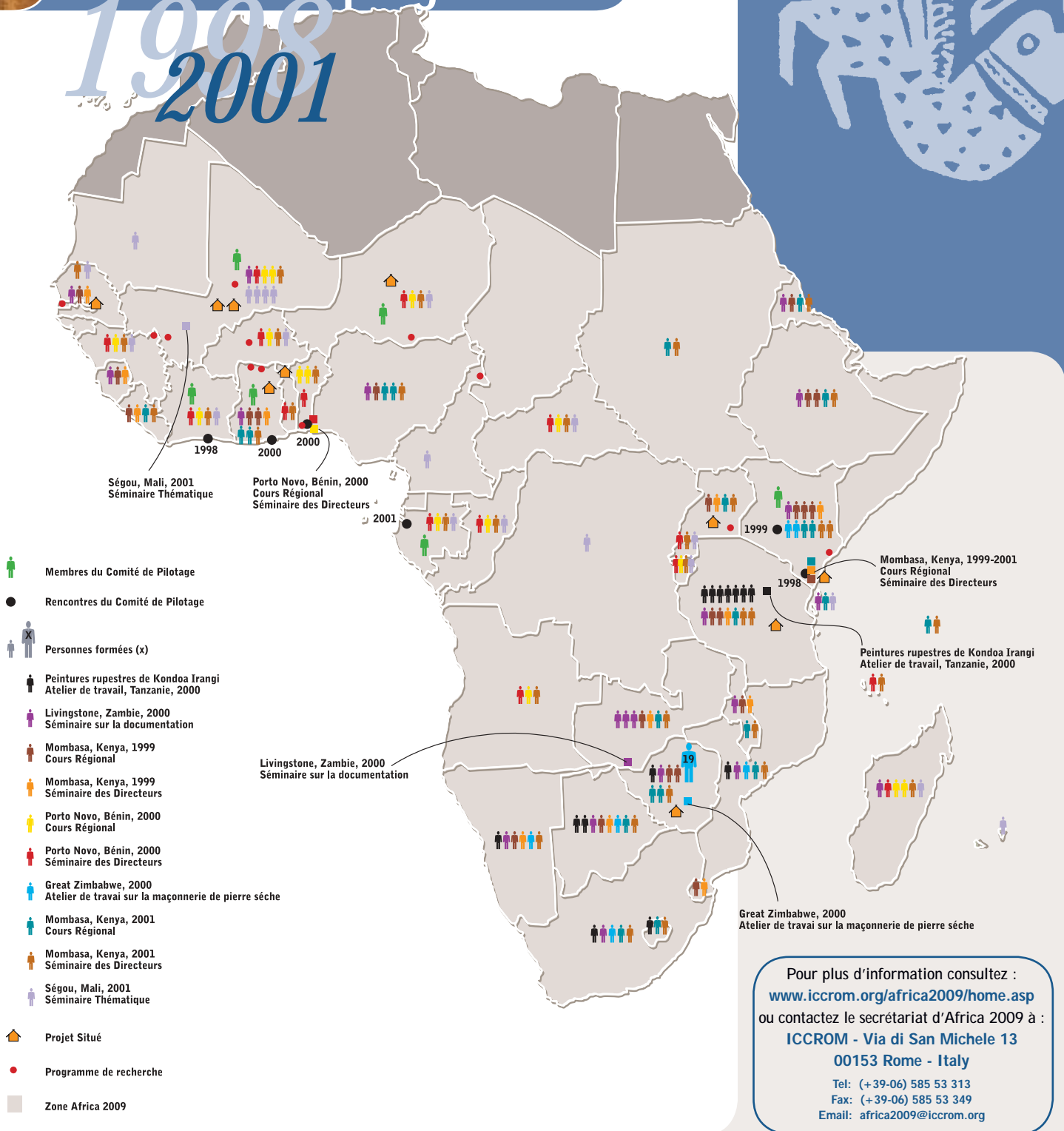
(ARCHITECTURE VERNACULAIRE)
Les tombes des rois du Buganda à Kasubi, près de Kampala s'étendent sur près de 30 hectares. Ce site reste un lieu important pour les bagandas, mais aussi tous les ougandais. Outre ses aspects intangibles forts, le bâtiment principal du site est un exemple unique de construction entièrement réalisée en matières végétales. Le programme Africa 2009 est très heureuse d'avoir pu contribuer à cette inscription dans le cadre d'une collaboration fructueuse avec les autorités nationales.



Pour en savoir plus sur le
processus de nomination :
www.unesco.org/whc

Résultats du programme

1998 2001



Pour plus d'information consultez : www.iccrom.org/africa2009/home.asp ou contactez le secrétariat d'Africa 2009 à : **ICCROM - Via di San Michele 13 00153 Rome - Italy**
 Tel: (+39-06) 585 53 313
 Fax: (+39-06) 585 53 349
 Email: africa2009@iccrom.org

Partenaires Africa 2009

Les partenaires opérationnels du programme sont : l'ICCROM, le Centre du Patrimoine Mondial de l'UNESCO, CRA Terre-EAG, et les organisations du patrimoine culturel africain.

Les partenaires financiers pour le *Projet Cadre* sont : Sida, NORAD, le Fond du Patrimoine Mondial, le Ministère des Affaires Etrangères Italien, le Ministère des Affaires Etrangères Finlandais et l'ICCROM.

Les *projets situés* sont financés au cas par cas. Ils ont été principalement sponsorisés par le Fonds du Patrimoine Mondial, avec des apports des Ambassades de France (Ghana, Kenya, Ouganda, et Niger), le World

Monument Watch (Gambie), et la contribution des institutions locales et nationales. Quelques sociétés privées locales et internationales ont également contribué au financement de *projets situés*.

